



www.agen.fr

LE GRAND DEBAT NATIONAL

RELEVÉ DE CONCLUSIONS

Date : dimanche 3 mars 2019

Lieu : Ecole Edouard LACOUR

Horaire : 15h-17h45

Quartiers concernés : 7,11 et 12

Personnes présentes :

18 personnes

6 conseillers de quartier

3 conseillers municipaux

2 policiers municipaux

1 agent de la mairie (greffier)

Greffier : Olivier LAMOUREUX

Organisation Etat et des administrations

- Interrogation sur la situation salariale et les privilèges des hauts fonctionnaires alors que se pose la question de leurs compétences et de leurs activités
- Il faudrait supprimer l'ENA car cela engendre le formatage des élèves et les esprits ne sont pas libres. Les gouvernements successifs s'entourent d'énarques. Ces hauts fonctionnaires sont au pouvoir depuis 50 ans avec une décrépitude de la France : la dette ne cesse de croître.
- Dans la continuité de ces observations, les impositions sur les retraites (CSG) des hauts fonctionnaires sont-elles les mêmes que pour les autres citoyens ?
- Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires dans les ministères et dans d'autres institutions (région...). Avec les outils informatiques, on devrait pouvoir réduire ce nombre d'1/3. Hervé Guaynard est président de la Savoie et travaille encore pour le compte du ministère des finances pour 12 000€/mois.
- L'illectronisme existe. On devrait pouvoir baisser ce nombre de hauts fonctionnaires au profit de services publics de proximité et la mise en place de services d'accompagnement. La prime d'activité n'est pas demandée par tous ceux qui y ont droit. C'est anormal.

- Le monde se complexifie et les écarts se creusent entre les classes. Mais l'Etat ne fonctionne pas si mal que cela. La fonction publique a su évoluer et se moderniser. Il faudrait d'abord faire un état des lieux, un bilan avant de savoir où supprimer les postes et envisager des optimisations. Cela permettra effectivement d'affecter les moyens dégagés au plus près du terrain. Il faudrait créer des postes d'assistants informatiques pour accompagner les personnes loin de ces nouveaux outils.
- Services publics : absence et suppression de postes ou de banques. Cela pose des problèmes aux personnes âgées ou à celles aux revenus modestes. Y aura-t-il des aides supplémentaires pour l'accès à ces services publics, notamment via internet ?
- Sur le manque de médecins, il manque des spécialistes. Il faudrait recréer des dispensaires pour décongestionner les urgences.
- Pour attirer les médecins en zone rurale, il faut surpayer ces médecins ce qui est incompréhensible. Peut-être faudrait-il, lors de leurs études, que les internes soient obligés de venir travailler dans le milieu rural pour qu'ils se rendent compte réellement de ce qu'est la vie dans nos territoires
- 6 mois d'attentes pour un rendez-vous chez un ophtalmologiste est la réalité sur Agen. Mais il existe un déséquilibre avec d'autres territoires (littoral...). Des questions de principe se posent, même si les solutions ne doivent pas être apportées par les citoyens dans le cadre du grand débat. La devise de notre République (liberté, égalité et fraternité) est indivisible. Chacun de ces principes pris individuellement est dangereux. Unis, ils fondent le lien social et les règles de vie commune (respect, dignité et justice sociale). Tant que le politique ne verra que l'électeur, l'impasse sera toujours présente. Les présidents de la République qui tiennent des propos dédaigneux ne sont pas exemplaires. Le débat est calibré par le gouvernement. Interruption des propos tenus par cette personne par la présidente de quartier et lui demandant plutôt de les retranscrire dans les cahiers des doléances.
- Dans l'Education Nationale, il n'est pas envisageable de supprimer des postes. Les bases de la laïcité, de la transition écologique s'apprennent dans les écoles.
- Le numerus clausus doit être supprimé pour éviter que les étudiants français se forment en Belgique.

Fiscalité et dépenses publiques

- Il faut aller dans le sens de la stabilité mais avant de savoir comment faire, il faut faire un état des lieux. La fiscalité répond à un besoin. Il faut prévoir un budget pluriannuel. L'équation est difficile à résoudre.
- Si l'on stabilise les recettes, il faudra réduire les dépenses. Dans les écoles d'Agen, des dépenses sont à constater. La chaufferie de l'école Sembel fonctionne durant les vacances par exemple.
- Il faudrait rétablir l'ISF. Pour les plus modestes, la baisse de la TVA permettra d'avoir plus de pouvoir d'achat.
- Les radars remplissent les caisses de l'Etat. Les policiers municipaux d'Agen doivent faire du chiffre.
- Je préfère des recettes via les amendes plutôt que des recettes via une augmentation de TVA sur les fruits et légumes.
- D'accord pour une taxe écologique, à condition de savoir où elle va aller. Même sur Agen, les seuls délaissés de terrains servent aux projets immobiliers privés alors qu'Agen a besoin de parcs.
- La fiscalité écologique existe déjà et favorise les personnes qui ont les moyens (pour réaliser des travaux d'isolation...). Pour obtenir des informations sur les aides, c'est compliqué. La

question est mal posée par le gouvernement dans le cadre du grand débat tout comme celle sur les dépenses sociales où un choix fermé est proposé pour trouver des solutions.

- Evasion fiscale : un service public doit être créé pour récupérer ces recettes dues à la France (GAFA et autres). La chronologie de suppression de l'ISF est sans doute une erreur car il aurait fallu d'abord taxer les GAFA avant.
- Il faudrait taxer les carburants des avions au niveau européen.
- Il existe une cellule pour démasquer les fraudeurs. L'optimisation d'UBS a été sanctionnée par la France. Il faut maintenir la pression.
- Monsieur Junker est président de la commission européenne a été Premier ministre du Luxembourg, alors que le Luxembourg est un pays non transparent au niveau fiscal.
- Il existe des entreprises multinationales. Il faudrait s'entendre au niveau mondial sur un taux d'imposition unique.

Transition écologique

- Il faudrait une vision industrielle écologique. Ce sont les entreprises étrangères, voire allemandes, qui investissent. Il n'existe pas filières, pas de stratégie. On laisse le leadership aux allemands, notamment pour les batteries électriques d'Airbus.
- L'écologie est l'affaire de tous. Consternant de voir que le long du canal, il y a de nombreux déchets.
- La France est riche mais s'appauvrit : 30 000€ de dette par habitant. Il faut réindustrialiser la France. En produisant local, on fait de l'écologie. Les fleurs en hiver sont importées du Kenya, ce qui appauvrit aussi les kenyans que l'on doit exproprier pour ce faire (sorte de néocolonialisme).
- L'utilisation des pesticides, pour le ménage par exemple, est surprenante car il existe une toxicité importante alors que l'efficacité reste à démontrer.
- L'éveil à la conscience écologique serait nécessaire à l'école.
- Au niveau agricole, on surproduit et on exporte. Les rendements ne cessent d'augmenter avec l'utilisation de pesticides. Le problème est européen avec des subventions attribuées pour maintenir ce modèle. Il faut aider les agriculteurs qui produisent en bio.
- Il faut lutter contre le gaspillage alimentaire.
- La voiture n'est plus l'avenir. Il faudra se mettre au vélo.
- Il faut donner le goût de l'effort aux enfants.
- On pourrait imaginer des pédibus ou des vélobus, notamment pour desservir l'école E. Lacour qui est en impasse.

Démocratie et citoyenneté

- Réduction du nombre de parlementaires, mais garder le Sénat. Il faudrait revenir au septennat pour que l'Assemblée Nationale puisse avoir davantage de poids et avoir un contre-pouvoir.
- Il ne faudrait pas que le maire des villes importantes soit également président de l'agglomération car un maire à temps complet doit se consacrer à sa ville.
- Le parlement doit pouvoir exercer sa mission de contrôle du budget.
- Il faudrait une dose de proportionnelle aux législatives et compter les bulletins blancs.
- Le CESE doit être supprimé car il ne sert à rien.
- La cour des comptes doit avoir davantage de pouvoirs, notamment lorsque le gouvernement fait dériver la dette.
- Les communautés doivent vivre ensemble car actuellement, il existe une fracture. Il faut donc se comprendre, avoir une intégration. Le populisme monte partout en Europe.

- L'immigration doit être limitée. Il faut accompagner les pays en voie de développement et leur laisser les élites.
- Le problème des migrants doit être réglé par l'Europe.

Autres

- Dans un contexte où les personnes sont isolées, où l'individualisme croît, la situation actuelle permet de s'entendre. Des relations se recréent. Il faut rester positif. Les problèmes ont toujours existé. Les fêtes des voisins, le repas de l'an 2000 sur le boulevard de la République sont des initiatives à renouveler. Le changement passera par chacun de nous. Par exemple, chacun pourrait désherber nos trottoirs.
- La contrepartie du RSA devrait être obligatoire pour assumer des actions citoyennes et pour trouver du lien social.
- D'autres pensent qu'il faudrait proposer et non imposer les contreparties.
- La façon de vivre citadine de penser que tout service se monnaie devrait être réinterrogée.
- Il existait auparavant des lectures communes. Or, posséder une télé, une voiture, un portable est signe de richesse. On a créé de l'individualisme.
- Le besoin de la population crée l'emploi.